



## Arrêt

**n° 110 688 du 26 septembre 2013**  
**dans l'affaire X / III**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : X,**

**contre :**

**L'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté.**

### **LE PRESIDENT F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 6 juin 2013 par X, de nationalité algérienne, tendant à la suspension et l'annulation de « *l'arrêt ministériel de renvoi notifié le 8 mai 2013 [...]* ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 9 juillet 2013 convoquant les parties à comparaître le 24 septembre 2013.

Entendu, en son rapport, P. HARMEL, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me J. BOUMRAYA loco Me H. CHIBANE, avocat, qui comparaît pour le requérant, et Me A. DETOURNAY loco Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Faits pertinents de la cause.**

**1.1.** Le requérant est arrivé en Belgique le 8 mai 2001 et a introduit une demande d'asile le même jour. Le 8 juin 2001, le commissariat général aux réfugiés et aux apatrides a pris une décision confirmant le refus de séjour, laquelle a été confirmée par l'arrêt du Conseil d'Etat n° 131.479 du 17 mai 2004.

**1.2.** De 2002 à 2013, la partie défenderesse a délivré au requérant plusieurs ordres de quitter le territoire.

**1.3.** Le 14 décembre 2011, il a été condamné à une peine d'emprisonnement de deux ans et à une amende.

**1.4.** Le 11 septembre 2010, il a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980, laquelle a été déclarée irrecevable en date du 28 février 2012.

**1.5.** Le 8 mai 2012, la partie défenderesse a pris un arrêté ministériel de renvoi, lequel a été notifié au requérant le jour même.

Cette décision constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit :

*« Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment l'article 20, modifiée par la loi du 15 septembre 2006 ;*

*Considérant que l'étranger mieux qualifié ci-après prétend être ressortissant d'Algérie ;*

*Considérant que l'intéressé s'est déclaré réfugié le 08 mai 2001 et que sa demande a été déclarée définitivement irrecevable le 08 juin 2001 par le Commissaire Général aux Réfugiés et aux Apatrides, décision lui notifiée le 12 juin 2001 ;*

*Considérant, par conséquent, qu'il n'est plus autorisé à séjourner dans le Royaume ;*

*Considérant qu'il s'est rendu coupable entre le 01 juillet 2010 et le 13 mai 2011, d'avoir détenu et vendu une quantité indéterminée de cocaïne et d'héroïne, fait pour lequel il a été condamné le 14 décembre 2011 à une peine devenue définitive de 2 ans d'emprisonnement ;*

*Considérant qu'il résulte des faits précités que, par son comportement personnel, il a porté atteinte à l'ordre public ;*

*Considérant que l'intéressé présente une personnalité dangereuse pour la sécurité publique et la santé d'autrui dans la mesure où la diffusion de stupéfiants représente un véritable fléau pour la population ;*

*Considérant que le caractère lucratif du comportement délinquant de l'intéressé démontre le risque grave et actuel de nouvelle atteinte à l'ordre public ;*

Arrête :

*Article unique – Le soi-disant [Z.Y.], né à [O.] le 24 octobre 1968, est renvoyé.*

*Il lui est enjoint de quitter le territoire du Royaume, avec interdiction d'y rentrer pendant dix ans, sous les peines prévues par l'article 76 de la loi du 15 décembre 1980, sauf autorisation spéciale de la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration ».*

**1.7.** Le 2 juin 2012, il a introduit une nouvelle demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980, laquelle a été déclarée sans objet en date du 30 mai 2013.

## **2. Remarque préalable.**

**2.1.** En termes de requête, le requérant postule, notamment, la suspension de l'exécution de l'acte attaqué.

**2.2.** En l'espèce, le Conseil rappelle que l'article 39/79, § 1<sup>er</sup>, de la loi précitée du 15 décembre 1980 dispose :

*« §1er. Sauf accord de l'intéressé, aucune mesure d'éloignement du territoire ne peut être exécutée de manière forcée à l'égard de l'étranger pendant le délai fixé pour l'introduction du recours [en annulation] introduit contre les décisions visées à l'alinéa 2 ni pendant l'examen de celui-ci, et de telles mesures ne peuvent être prises à l'égard de l'étranger en raison des faits qui ont donné lieu à la décision attaquée. Les décisions visées à l'alinéa 1er sont :*

*[...]*

*4° le renvoi, sauf lorsque celui-ci a déjà fait l'objet d'un avis de la Commission consultative des étrangers, conformément à l'article 20, alinéa 1er;*

[...] ».

Dans la mesure où la décision attaquée n'a pas fait l'objet d'un avis de la Commission consultative des étrangers, conformément à l'article 20, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi précitée du 15 décembre 1980, le recours en annulation introduit par le requérant à l'encontre de l'acte attaqué est assorti d'un effet suspensif automatique, de sorte que cet acte ne peut pas être exécuté par la contrainte.

**2.3.** En conséquence, il y a lieu, de constater que le requérant ne justifie pas d'un intérêt à la demande de suspension de l'exécution qu'il formule en termes de recours à l'encontre de l'acte attaqué.

### **3. Exposé des moyens d'annulation.**

**3.1.1.** Le requérant prend un premier moyen de «

- *L'incompétence de l'auteur de l'acte ;*
- *La violation de l'article 20 de la loi du 15 décembre 1980, sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers,*
- *L'absence de base d'habilitation pour adopter l'acte attaqué ».*

**3.1.2.** Il cite les articles 1<sup>er</sup> et 20 de la loi précitée du 15 décembre 1980, l'article 22 de l'arrêté ministériel du 22 août 2012 et l'article 33 de la Constitution afin de soutenir que seul le ministre ayant l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers est compétent pour adopter des arrêtés ministériels de renvoi. Or, en l'espèce, il affirme qu'en l'absence d'habilitations particulières, la décision entreprise a été signée par un attaché, à savoir, un auteur incompétent au regard de l'article 20 de la loi précitée du 15 décembre 1980.

**3.2.1.** Il prend un deuxième moyen de «

- *la violation de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;*
- *la violation de l'article 22 de la Constitution ;*
- *la violation du principe de proportionnalité ;*
- *la violation de l'obligation de motivation adéquate ;*
- *la violation de l'obligation de motivation au fond et en la forme ;*
- *la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;*
- *la violation de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 ».*

**3.2.2.** Dans ce qui s'apparente à une première branche, il fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir procédé à un examen de proportionnalité avant d'adopter la décision entreprise. A cet égard, il précise que sa situation aurait dû être prise en considération dans la mesure où sa vie privée est établie en Belgique et qu'il n'a plus d'attaches au pays d'origine.

Il précise également qu'en raison du nombre d'années vécues en Belgique, l'existence de sa vie privée et familiale ne peut nullement être mise en cause. A cet égard, il mentionne que la partie défenderesse était informée de son ancrage local sur le territoire belge et devait dès lors, examiner l'incidence de la décision entreprise sur sa vie privée, ce qu'elle n'a nullement fait en l'espèce et ce, en violation de l'article 8 de la convention précitée.

**3.2.3.** Dans ce qui s'apparente à une seconde branche, il s'adonne à des considérations d'ordre général relatives à la notion d'ordre public et mentionne le fait que la menace pour l'ordre public doit être actuelle et suffisamment grave. A cet égard, il considère que la partie défenderesse n'a pas suffisamment motivé la décision entreprise dans la mesure où elle se limite à rappeler sa condamnation, datant d'il y a presque deux ans sans toutefois préciser la raison pour laquelle, elle estime qu'il représente « *une menace personnelle, actuelle, réelle et suffisamment grave* ».

Il considère dès lors que la partie défenderesse a adopté une position de principe sans avoir procédé à un examen circonstancié de sa situation et cite des arrêts du Conseil d'Etat et du Conseil.

Par ailleurs, il mentionne ne plus être dans le même état d'esprit que lors de sa condamnation. Ainsi, il affirme qu'il a purgé sa peine et qu'il manifeste une réelle volonté d'amendement et de réinsertion. Partant, il invoque une violation de l'obligation de motivation dans la mesure où la partie défenderesse n'a nullement pris en considération les éléments positifs du dossier et sa situation actuelle.

**3.3.1.** Il invoque un troisième moyen de «

- *la violation de l'article 14.7 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques ;*
- *la violation du principe général de droit non bis in idem ».*

**3.3.2.** Il critique le fait que la décision entreprise comporte une interdiction d'entrée de dix ans et que, selon lui, il s'agirait d'une double peine, en plus de sa condamnation à un emprisonnement, ce qui est contraire au moyen invoqué.

#### **4. Examen des moyens.**

**4.1.** En ce qui concerne le premier moyen, le Conseil constate qu'il ressort du dossier administratif que la décision attaquée a bien été signée par Mme. De Block, secrétaire d'Etat, compétente en la matière, en telle sorte que le premier moyen manque en fait.

**4.2.1.** En ce qui concerne le deuxième moyen, l'article 20 de loi précitée du 15 décembre 1980 stipule ce qui suit :

*« Sans préjudice des dispositions plus favorables contenues dans un traité international, et à l'article 21 le Ministre peut renvoyer l'étranger qui n'est pas établi dans le Royaume lorsqu'il a porté atteinte à l'ordre public ou à la sécurité nationale ou n'a pas respecté les conditions mises à son séjour, telles que prévues par la loi. Dans les cas où en vertu d'un traité international une telle mesure ne peut être prise qu'après que l'étranger ait été entendu, le renvoi ne pourra être ordonné qu'après l'avis de la Commission consultative des étrangers. Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des Ministres les autres cas dans lesquels le renvoi ne pourra être ordonné qu'après l'avis de la Commission consultative des étrangers [...] ».*

**4.2.2.** Le Conseil rappelle également que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ses motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours, ainsi qu'à la juridiction compétente d'exercer son contrôle à ce sujet.

En l'espèce, le Conseil relève que l'arrêté ministériel de renvoi pris à l'encontre du requérant est motivé par les circonstances qu'il n'est plus autorisé à séjourner dans le Royaume, qu'il a été condamné à une peine d'emprisonnement, qu'il résulte des faits cités dans l'arrêté ministériel qu'il a porté atteinte à l'ordre public, qu'il a une personnalité dangereuse pour la sécurité publique et la santé d'autrui et qu'il existe un risque grave et actuel de nouvelle atteinte à l'ordre public.

A la lecture du dossier administratif, le Conseil observe que ces motifs sont établis et que la partie défenderesse a pu valablement estimer que le requérant constituait un risque réel pour l'ordre public eu égard à son comportement personnel, confirmé par la teneur du jugement du Tribunal correctionnel du 14 décembre 2011.

La partie défenderesse indique dès lors à suffisance au requérant les raisons pour lesquelles elle l'assujettit à un arrêté ministériel de renvoi et motive adéquatement sa décision.

**4.2.3.** S'agissant plus particulièrement de la première branche du deuxième moyen, l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme est libellé comme suit :

« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. »

Lorsqu'un risque de violation du droit au respect de la vie privée et/ou familiale est invoqué, le Conseil examine d'abord s'il existe une vie privée et/ou familiale au sens de la CEDH, avant d'examiner s'il y est porté atteinte par l'acte attaqué. Quant à l'appréciation de l'existence ou non d'une vie privée et/ou familiale, le Conseil doit se placer au moment où l'acte attaqué a été pris (cf. Cour EDH 13 février 2001, Ezzoudhi/France, § 25 ; Cour EDH 31 octobre 2002, Yildiz/Autriche, § 34 ; Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, § 21).

L'article 8 de la CEDH ne définit pas la notion de 'vie familiale' ni la notion de 'vie privée'. Les deux notions sont des notions autonomes, qui doivent être interprétées indépendamment du droit national.

En ce qui concerne l'existence d'une vie familiale, il convient tout d'abord de vérifier s'il est question d'une famille. Ensuite, il doit apparaître, dans les faits, que le lien personnel entre les membres de cette famille est suffisamment étroit (cf. Cour EDH 12 juillet 2001, K. et T./ Finlande, § 150).

La notion de 'vie privée' n'est pas non plus définie par l'article 8 de la CEDH. La Cour EDH souligne que la notion de 'vie privée' est un terme large et qu'il n'est pas possible ni nécessaire d'en donner une définition exhaustive (Cour EDH 16 décembre 1992, Niemietz/Allemagne, § 29).

L'existence d'une vie familiale ou d'une vie privée, ou des deux, s'apprécie en fait.

Lorsque le requérant allègue une violation de l'article 8 de la CEDH, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et familiale qu'elle invoque, ainsi que la manière dont la décision attaquée y a porté atteinte.

En l'espèce, s'agissant de sa vie privée et familiale, le requérant allègue qu'il y a ingérence dans sa vie privée de manière tout à fait théorique, sans du tout préciser les tenants et aboutissants de cette vie privée, mise à part l'indication dans sa requête que « *In casu, eu égard au nombre d'années passées sur le territoire belge par le requérant, l'existence d'une vie privée et familiale ne peut être mise en cause ; en réalité, le requérant n'a de vie privée qu'ici, sur le sol belge, n'ayant gardé aucune attache en Algérie* » et que « *la partie adverse était parfaitement informée de l'ancrage local durable développé par le requérant et dont il a fait état dans ses demandes de régularisation de séjour, accompagnées de nombreuses pièces* ».

Il convient de rappeler que la notion de vie privée s'apprécie *in concreto* et ne saurait se déduire de la seule circonstance que le requérant aurait séjourné sur le territoire national durant une longue période. A cet égard, le Conseil rappelle que c'est au demandeur qui se prévaut d'une circonstance qu'il incombe d'informer l'administration compétente de tout élément susceptible d'avoir une influence sur celle-ci, ce que le requérant est manifestement resté en défaut de faire.

Il s'ensuit que le requérant n'établit pas l'existence de la vie privée et familiale dont il se prévaut en termes de requête. Dès lors, la partie défenderesse a pris en considération l'ensemble des éléments du dossier administratif et a correctement procédé à un examen de proportionnalité avant d'adopter la décision entreprise.

Par ailleurs, concernant les jurisprudences invoquées, le Conseil relève que le requérant ne démontre pas en quoi les situations décrites et son cas sont comparables. Or, il incombe au requérant qui entend s'appuyer sur des situations qu'il prétend comparables, d'établir la comparabilité de la situation avec la sienne. Dès lors, il ne suffit pas de s'adonner à des considérations d'ordre général sur des arrêts encore faut-il démontrer la comparabilité de la situation individuelle à la situation invoquée, ce qui n'a pas été le cas en l'espèce.

**4.2.4.** S'agissant plus particulièrement de la seconde branche du deuxième moyen, le Conseil constate, à la lecture de la décision entreprise, que la partie défenderesse a clairement indiqué les raisons pour lesquelles, elle a adopté ladite décision et a dès lors correctement motivé sa décision. Pour le surplus, le Conseil constate que le requérant se limite à des déclarations de principe sans toutefois étayer en quoi son comportement a changé.

En outre, le Conseil rappelle que l'article 20 de la loi dispose que « *Les arrêtés de renvoi et d'expulsion doivent être fondés exclusivement sur le comportement personnel de l'étranger. (...)* ». Quant à l'article 23 de la loi, il énonce que « *Les arrêtés de renvoi et d'expulsion (...) indiquent les faits justifiant la décision, à moins que des motifs intéressant la sûreté de l'Etat ne s'y opposent. (...)* ».

Cette disposition n'exige donc pas que la partie défenderesse prenne en considération le comportement actuel ou l'évolution du comportement de l'étranger visé par la mesure de renvoi. Il suffit que ce dernier ait gravement porté atteinte à l'ordre public ou à la sécurité nationale (voir notamment CE, n° 86.240 du 24 mars 2000 ; CE, n° 84.661 du 13 janvier 2000), de sorte que la partie défenderesse, au moment de la prise de sa décision, ne devait pas tenir compte de l'évolution future ou de la volonté d'amendement du requérant. L'argument développé en termes de requête afférent à l'ancienneté des faits reprochés au requérant et à sa volonté d'amendement sont par conséquent dépourvus de toute pertinence.

Quant à la gravité de la menace que le requérant représente pour l'ordre public ou la sécurité nationale, elles sont à suffisance avérées et valablement motivées en fait et en droit conformément aux développements qui précèdent. En termes de recours, le requérant tente de minimiser la gravité des infractions lui reprochées dans la mesure où il indique dans sa requête que « *c'est sa situation de grande vulnérabilité qui l'a mené vers le monde des stupéfiants puis poussé à commettre les faits qui ont mené à sa condamnation [...]* Qu'au regard de la situation actuelle du requérant et de son état d'esprit positif, la menace pour l'ordre public qu'il aurait pu représenter au moment des faits pénaux reprochés, n'est plus établie aujourd'hui », en manière telle qu'il invite en réalité le Conseil à substituer son appréciation à celle de la partie défenderesse. Or, le Conseil rappelle qu'il est compétent pour exercer un contrôle de la légalité de la décision administrative attaquée et qu'à ce titre, il ne lui appartient nullement de se prononcer sur l'opportunité d'une décision qui relève du pouvoir discrétionnaire du Ministre compétent ni de substituer, dans le cadre de l'examen du recours, son appréciation à celle de l'administration. Par conséquent, pareil argumentaire n'est pas de nature à renverser, en l'espèce, les constats posés par la partie défenderesse dans l'acte entrepris.

Concernant la jurisprudence invoquée, le Conseil précise, comme rappelé *supra*, que le requérant ne démontre pas en quoi la situation décrite et son cas sont comparable. Or, il incombe au requérant qui entend s'appuyer sur des situations qu'il prétend comparables, d'établir la comparabilité de la situation avec la sienne. Dès lors, il ne suffit pas de s'adonner à des considérations d'ordre général sur des arrêts encore faut-il démontrer la comparabilité de la situation individuelle à la situation invoquée, ce qui n'a pas été le cas en l'espèce.

Partant, le deuxième moyen n'est fondé en aucune de ses branches.

**4.3.** En ce qui concerne le troisième moyen, le Conseil précise que l'article 20 de la loi précitée du 15 décembre 1980 dispose ce qui suit :

« [...] le Ministre peut renvoyer l'étranger qui n'est pas établi dans le Royaume lorsqu'il a porté atteinte à l'ordre public ou à la sécurité nationale ou n'a pas respecté les conditions mises à son séjour [...] ».

Il résulte de cette disposition que la partie défenderesse peut adopter un arrêté ministériel de renvoi lorsque le requérant porte atteinte à l'ordre public. En l'espèce, le requérant ne conteste nullement avoir violé l'ordre public belge et avoir été condamné par un tribunal en raison d'une telle violation.

Le Conseil constate que, contrairement à ce que le requérant allègue en termes de requête, l'arrêté ministériel de renvoi pris à son encontre ne constitue nullement une punition supplémentaire qui viendrait s'ajouter à la peine d'emprisonnement à laquelle il s'est vu condamner, mais constitue bien une mesure de sûreté administrative préventive prise par la partie défenderesse, après une analyse des intérêts en présence, dans le souci de préserver l'ordre public intérieur, mesure qui n'a pas de caractère pénal et répressif, de sorte que ni l'article 14.7 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques ni le principe « *non bis in idem* », n'ont été violés par la décision entreprise.

Partant, le troisième moyen n'est pas fondé.

5. Au regard de ce qui précède, il appert que la partie défenderesse a pu sans violer les dispositions visées à ces moyens adopter la décision entreprise.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique.**

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-six septembre deux mille treize par :

M. P. HARMEL,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
Mme S. VAN HOOF,	greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

S. VAN HOOF.

P. HARMEL.